

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 RUE WEBER  
CS 52002  
30907 Nîmes

Nîmes, le 04/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS**

Le Parc St Jean - Bât 1  
ZAC du Mas de Grille  
34430 Saint-Jean-De-Védas

Références : -  
Code AIOT : 0006600600

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray 30490 Montfrin. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection suite à la mise en demeure du 11 mars 2025 prorogé par AP du 31 juillet 2025

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray

30490 Montfrin

- Code AIOT : 0006600600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière GSM de Meynes-Montfrin est une carrière alluvionnaire qui exploite des matériaux (sables et galets) destinés aux chantiers du BTP autour de la carrière. L'extraction se fait à la dragline. Une importante couche de sédiments est présente (quelques mètres), elle est stockée en vue de la remise en état de la carrière.

### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 11/03/2025, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la mise en demeure du 11 mars 2025, l'exploitant a réalisé d'importants travaux de réaménagement avec les stériles de découverte afin que ces matériaux ne fassent plus embâcle en cas d'expansion de crue.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en demeure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société GSM[...] est mise en demeure de respecter sous un délai de trois mois les dispositions de l'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral n°19-329N du 26 novembre 2019 :</p> <p>Les caractéristiques de la présente demande d'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une superficie d'exploitation demandée : 82ha 53a 82ca ;</li> <li>• une superficie d'extraction : 35ha 27a 29 ca;</li> <li>• un volume de découverte : 480 000 m3 de terre végétale, limons voire argiles dont 62 800 m3 de terre végétale</li> <li>• des réserves totales : 1 687 000 m3 d'alluvions soit 2 699 000 tonnes;</li> <li>• une cote maximale d'extraction : -6 m NGF;</li> <li>• une production moyenne annuelle : 200 000 tonnes ;</li> <li>• une production maximale annuelle : 280 000 tonnes une durée de 16 ans.</li> </ul> <p>La méthode d'exploitation projetée consiste en l'extraction des matériaux alluvionnaires (galets, graviers et sables), à sec et en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• extraction à sec : l'extraction hors d'eau est projetée à la pelle hydraulique à bras long ou à la chargeuse. Cette phase hors d'eau permettra la création d'une plateforme de travail (environ 20 à 40 cm au-dessus de la côte moyenne du plan d'eau, soit une plateforme à la</li> </ul>

côte moyenne de l'ordre de 7,90 m NGF). A l'avancement, une surface de 1 à 2 hectares sera conservée pour cette plateforme de travail,

- extraction en eau : la partie du gisement située en eau sera prélevée par une pelle hydraulique à bras long pour les zones les moins profondes et à l'aide d'une dragline pour les zones plus profondes. L'engin d'extraction effectuera ces travaux depuis la plateforme de travail décrite précédemment. Dans un premier temps, le tout-venant sera disposé en merlon sur la plateforme de travail, le long du bord de l'excavation, afin que l'eau excédentaire s'en égoutte. Une chargeuse et/ou la pelle reprendra ces stocks pour charger les tombereaux qui évacueront les matériaux égouttés. Les stocks de matériaux à égoutter sur la plateforme de travail seront limités.

Le stockage de matériaux sur la carrière sera limité à une surface de 8 000 m<sup>2</sup>, au niveau de la plateforme de travail excavée. Cette surface comprend les stocks de gisement à égoutter et à la découverte en attente d'être utilisée dans la remise en état coordonnée à l'exploitation (limons et terre végétale). Il n'y aura pas de stockage de matériaux sur la carrière au niveau du terrain naturel. [...]

[...] Autres installations :

La demande porte également sur le stockage temporaire des produits minéraux extraits ou transformés :

- 26 000 m<sup>2</sup> dédiés à la plateforme de stockage (stockage tampon, matériaux commercialisables) au niveau de l'installation de traitement.

#### Constats :

La mise en demeure portait sur le non-respect de la surface de stockage des matériaux extraits limitée à 8000m<sup>2</sup>, l'absence de matérialisation de la surface dédiée à l'égouttage de matériaux, et le non-respect de la superficie de stériles stockés sur le site.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan topographique daté du 21 octobre 2025 sur lequel sont reportées les surfaces suivantes:

- terres végétales : 2580 m<sup>2</sup>

- stériles : 3940m<sup>2</sup>

soit un total de 6520m<sup>2</sup>

Post-inspection, l'exploitant a transmis un plan d'exploitation actualisé daté du 05/12/2025 confirmant les surfaces précitées ainsi que la surface dédiée à l'égouttage des matériaux qui s'élève à 47 200m<sup>2</sup> et qui jouxte la zone d'extraction en eau.

Les stériles qui étaient stockés sur une surface de 11790m<sup>2</sup> situés au nord-est ont été réaménagés au sud de la carrière afin de relier les deux plans d'eau. Au 05/12/2025, les stériles stockés occupent une surface de 3940m<sup>2</sup> inférieure au seuil de 8000m<sup>2</sup> autorisé par l'arrêté.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées que lors des périodes d'extraction, les matériaux en attente de traitement sont stockés sur la zone d'extraction pendant un mois sur une surface de 6820m<sup>2</sup>. De fait, à la fin du mois, la surface au sol accueillant les stériles et les matériaux en attente de traitement dépassent la superficie autorisée. L'exploitant déposera un porter à connaissance sollicitant une surface de stockage de 16000m<sup>2</sup>.

Au vu de ces éléments, la mise en demeure est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite